



Étude

FAPEO 01/24

**L'émancipation collective
des parents d'élèves en 2024,
mais de quoi s'agit-il au juste ?!?**

Nicolas Duvivier

FAPEO

Fédération des Parents et des Associations
de Parents de l'Enseignement Officiel

 Culture

 **FÉDÉRATION**
WALLONIE-BRUXELLES

L'étude en un coup d'œil

Mots-clés :

Démocratie, émancipation, gouvernance, communs, éducation, militance, participation, puissance d'agir, action collective, rhétorique, pouvoir

Le Décret relatif au développement de l'action d'Education permanente du 17 juillet 2003 stipule au paragraphe 1 de l'article 1^{er} du Chapitre 1^{er} qu'il : « *a pour objet le développement de l'action d'éducation permanente dans le champ de la vie associative visant l'analyse critique de la société, la stimulation d'initiatives démocratiques et collectives, le développement de la citoyenneté active et l'exercice des droits civils et politiques, (...) dans une perspective d'émancipation individuelle et collective des publics en privilégiant la participation active des publics visés...* »¹ (c'est nous qui soulignons).

Voilà pourquoi il nous a semblé essentiel de nous questionner sur les conditions de réalisation d'un tel objectif mais aussi sur les processus, les contraintes et les leviers structurels associés à cette problématique. Au-delà même des injonctions politiques et idéologiques, comment articuler cette disposition au terrain, à la pratique ?

En d'autres termes, comment aujourd'hui générer plus d'émancipation collective ? Que peuvent faire les parents d'élèves pour étendre leur domaine de responsabilité dans l'espace institutionnel scolaire ? S'il est entendu que l'actualisation de cette question passe par une nécessaire (re)définition des enjeux, il est tout aussi important de les confronter au réel, au vécu, au contexte.

Mais encore ? En interrogeant les structures sociétales et les discours concernant la démocratie participative, nous nous sommes ici efforcés de mettre en lumière les contradictions réelles ou perçues par rapport aux aspirations légitimes des parents d'élèves à être considérés comme des partenaires de plein droit de l'institution scolaire.

En outre, manier comme nous le faisons ici les concepts de la technocritique ou de la philosophie politique ne saurait être un objectif en soi, la réflexion devant – au final – servir des buts concrets. Retrouver du *sens commun* au travers d'outils adaptés aux enjeux de notre époque. Telle est la conclusion de cette étude qui se cristallisera autour de la notion de *correspondance*, dans tous les sens du terme.

**Si vous désirez organiser un débat sur cette question, n'hésitez pas à contacter :
secretariat@fapeo.be**

¹ FWB, « Circulaire ministérielle relative au décret du 17 juillet 2003 relatif au soutien de l'action associative dans le champ de l'éducation permanente », Service Education Permanente de la Fédération Wallonie Bruxelles, site de la FWB

Table des matières

L'étude en un coup d'œil :	1
Table des matières	2
Le cadre	3
Définition.....	3
Un rapport particulier à l'instruction et à l'éducation	4
Le contexte général.....	6
L'aspect structurel.....	6
L'aspect conjoncturel	7
Synthèse dialectique	9
La grammaire de l'action collective	13
Langage et pouvoir.....	13
Emancipation collective et éducation populaire.....	15
Une réponse adaptée.....	18
Dépasser les barrières structurelles à la démocratie participative.....	18
Un outil équilibré, protéiforme et fluide.....	19
Conclusion générale	22
Bibliographie	23
Remerciements	26

Le cadre

Définition

S'émanciper est surtout compris aujourd'hui comme gagner en autonomie (à titre individuel) ou faire valoir ses droits en tant que minorité (dans une vision plus collective)². L'idée a bien évidemment évolué au fil du temps. Perçue comme une notion *éthique* dans l'antiquité, son moment le plus représentatif fut sans doute, à l'époque, celui du stoïcisme d'Epictète, lui-même esclave affranchi (donc *émancipé* par son maître, au sens premier du terme).

L'âge classique apporta une nouvelle approche à partir de La Boétie et de son *Discours de la servitude volontaire*. Il ne s'agissait plus alors de maîtrise de soi comme avant, mais d'un rapport à la vérité. La raison l'emportant sur la sagesse, l'émancipation devient *universaliste* et est surtout perçue comme liberté de penser. Notons, qu'au moins depuis cette période, elle est intimement liée à la notion de pédagogie, d'instruction des peuples pour les libérer de leurs illusions, au travers des idées synthétisées plus tard par Condorcet (entre autres). Kant introduira pour sa part une nuance intéressante en soulignant la réciprocité du phénomène puisqu'il détermine, en substance, que le dominant est tout aussi asservi que le dominé.

Mais encore...

Du droit au travail social et culturel

Les lectrices et lecteurs attentif-ve-s remarqueront que même si la notion d'émancipation est en premier lieu un concept juridique, sa discussion est surtout le fait de philosophes et pédagogues tout au long de l'histoire.

Plus récemment cette idée a aussi intéressé les autres sciences sociales et en premier lieu la sociologie. Pourtant, on peut dire que, parallèlement, il n'a jamais vraiment quitté le domaine du droit. On le retrouve aujourd'hui lié à la notion de droits sociaux, économiques et culturels.

Dans le secteur de l'éducation permanente, tout comme dans le travail social, les animatrices et animateurs ont pour mission d'accompagner les publics les moins favorisés en vue d'une certaine émancipation, afin de corriger les injustices du système.

La représentation et la défense de groupes sociaux spécifiques représentant aujourd'hui une bonne partie de ce travail.

On peut visualiser une troisième grande étape dans une figure moderne, plus *individualiste*, du terme qui définit celui-ci comme un désenclavement de l'aliénation par la lutte politique, l'affirmation de la volonté d'un être ou d'un groupe constitué (le collectif étant ici défini comme une forme spécifique d'individu). Sans surprise, ce sont principalement Marx et Engels qui sont cités lorsque l'on évoque cette dernière période. Ensuite, comme souvent, le sujet se complexifie encore mais on retiendra surtout ici une évolution importante du terme qui est celle de montée en puissance (empowerment). Concept qui a marqué les luttes féministes et d'autres combats, en particulier en Amérique (sur tout le continent).

Aujourd'hui, la modélisation du processus d'émancipation en sciences sociales passe par toute une série d'étapes qui partent de l'expérience sensible et du cadre normatif tels qu'ils sont vécus par laissé-e-s-pour-compte de la société. Dans les grandes lignes, il faut d'abord que des constats d'injustices passent par le filtre de la réflexivité (la prise de conscience) pour produire une indignation individuelle et collective sans céder au scepticisme ou à la résignation.

² La longue définition qui suit résume en quelques paragraphes le travail du philosophe GALICHET F. dans « *L'émancipation : Se libérer des dominations* », Chronique Sociale, 2014

Ensuite il est nécessaire de désigner quel-le est l'adversaire politique (comprenez ici : institutionnel) qui empêche la réalisation du droit ou de la liberté perçu(e) sans désigner de fausse ou faux coupable, ou de bouc émissaire. Une fois ces deux étapes franchies, il s'agira de faire monter en puissance la question initiale afin que la généralisation du sujet et l'expression de desideratas clairs sur la question permette l'acquisition de nouvelles normes sociales et/ou juridiques. Il s'agit, au fond, de la « recette » pour faire bouger les lignes.

Pour compléter ce tableau, précisons encore qu'au niveau opératif il existe trois grands axes stratégiques possibles pour accomplir l'émancipation. Le premier est celui du *réalisme*, c'est celui que l'on évoque quand on parle d'émancipation par l'instruction. En accédant à la vérité du monde, la personne « sans », « l'exclu », le « marginal » sera alors capable de s'insérer dans la société. Il est souvent reproché à cette vision d'être très binaire, voire paternaliste. Le deuxième axe est dit *libertaire*. Dans ce cadre, on cherche à conscientiser pour inciter à l'action. Former des collectifs et se confronter au réel dans la lutte sont des démarches militantes permettant de gagner en puissance d'agir. Le dernier stratagème est dit *constructiviste*. Par le tâtonnement collectif et expérimental, au travers de dispositifs de facilitation, on cherche à créer et inventer de nouveaux moyens pour gagner en capacité de façon plus qualitative.

Cette présentation quelque peu académique et convenue est évidemment questionnable, et sera parfois interrogée par la suite. Toutefois, elle a le mérite de poser les jalons de la question que nous nous posons à la FAPEO : *Comment passer, en 2024, de l'indignation individuelle et locale à l'émancipation collective ? Autrement dit : comment, aujourd'hui, rendre le singulier pluriel ?*

En ce sens, nous rejoignons la redéfinition actualisée de la problématique par le sociologue Nicolas Latteur en 2021 pour *Action et Recherche Culturelles* : « *L'émancipation peut se définir comme un processus qui vise à s'emparer et à investir démocratiquement l'avenir. L'éducation populaire est de part en part liée à l'élaboration de pratiques émancipatrices. Parce qu'elle contredit en acte les approches qui tendent à faire des classes dominées des groupes présumés incapables de construire par eux-mêmes des modalités de conflictualité avec les formes d'exploitation, de domination et d'aliénation dont ils sont l'objet.* »³.

Un rapport particulier à l'instruction et à l'éducation

Nous ne pouvons pas non plus passer outre, dans le cadre de cette étude, le lien particulier entre enseignement et émancipation, puisque à ce titre nous sommes en quelque sorte doublement impliqués (en tant qu'association d'Education Permanente et en tant que représentants des intérêts des parents d'élèves au sein du système éducatif). C'est que de Comenius à Ovide Decroly en passant par Nicolas de Condorcet et Célestin Freinet, une certaine vision de la pédagogie s'est régulièrement targuée de s'intéresser aux vertus émancipatrices de l'instruction et de l'éducation. Et, encore aujourd'hui, c'est un des rôles assignés au système scolaire.

Pourtant, les exposés du militant de l'éducation populaire Franck Lepage⁴ et de l'anthropologue Emmanuel Todd⁵ tendent à démontrer que la fonction émancipatrice de l'école publique connaît un sérieux ralentissement depuis quelques décennies déjà. Notre dernier mémorandum (2024) valide d'ailleurs indirectement ce constat⁶.

³ LATTEUR N., « *Education populaire et émancipation* », *Action et Recherche Culturelles*, septembre 2021, pages 59 à 64

⁴ LEPAGE F., « *L'école fabrique des travailleurs adaptables et non des esprits critiques* », entretien publié par le site de la revue *Ballast*, mis en ligne le 22 juin 2015

⁵ TERRAIL J.-P., « *De l'existence d'une crise éducative, et de ses modalités* », site du GRDS, mis en ligne le 10 mars 2020

⁶ FAPEO, « *Mémorandum 2024 : Ecole en stress, quelles solutions ?* », téléchargeable sur le site www.fapeo.be, 2024

On se posera par conséquent la question de savoir pourquoi la problématique est devenue aussi intense et prégnante seulement maintenant alors que le phénomène semble dater. La réponse se trouve sans doute partiellement dans le principe d'hystérèse. Qu'est-ce à dire ? Que dans le cadre d'une évolution progressive des conditions initiales, il y a souvent un effet « retard » entre la mise en route d'un processus et sa conséquence visible. Ce qui brouille l'analyse. Pourtant le fait demeure, ce sont les orientations politiques prises tout au long de la seconde moitié du XXe siècle qui définissent une bonne part du cadre normatif en vigueur actuellement.

De surcroît, il se trouve que la question de l'instruction et de l'éducation est partagée, à l'image du Conseil de participation⁷. Pour le dire plus simplement, ces missions sont réparties entre le pouvoir organisateur, l'équipe éducative, les parents et les élèves du secondaire. Cela dit, chaque entité de ce quatuor est soumise à des impératifs différents et parfois contradictoires, tant entre les quatre groupes désignés ou représentés ici qu'au sein même de ceux-ci, ce qui ne simplifie pas la tâche des personnes impliquées dans le processus. Que ce soit au niveau des constats ou des attentes, le risque de mécompréhension est d'autant plus grand que nous avons actuellement du mal à gérer le dissensus cher au philosophe Jacques Rancière⁸.

L'économiste Pierre Sabatier le soulignait à sa façon dans une publication en ligne durant l'été 2023 : « *La contradiction est perçue de nos jours comme un acte de désamour. Si quelqu'un me contredit c'est qu'il ne m'aime pas alors je le rejette voire je l'élimine du champ médiatique et/ou politique. C'est dangereux car lorsque l'on veut reconstruire une société, il faut innover. Or l'innovation ce n'est pas que du progrès technique, c'est avant tout un progrès intellectuel. C'est assumer le débat contradictoire car il me pousse à rester connecté aux autres, à me remettre en question et à travailler (chercher et trouver des contre-arguments, des solutions) pour ne pas m'endormir sur mes certitudes et continuer à avancer dans le sens du bien commun.* »⁹. Bien entendu, il existe aussi des conditions minimums à assurer pour établir un débat serein, mais cela ne retire rien à la pertinence de la remarque.

Mais encore...

Les dispositifs asymétriques de pouvoir

Au sein des Conseils de participation, il y a les représentant-e-s du pouvoir organisateur, le personnel de l'école, les parents et, dans le secondaire, les élèves. Mais ni les parents ni les élèves n'ont de pouvoir délibératif, il est juste consultatif. Il est donc difficile pour ceux-ci de faire valoir leurs vues en cas de désaccord.

De surcroît, le personnel de l'établissement scolaire est lui aussi tenu par un autre lien qui est celui de subordination. Puisqu'il est payé par ledit pouvoir organisateur (qui est aussi responsable de son avancement professionnel), il lui sera parfois compliqué de prendre parti.

Enfin, la direction, qui possède un certain pouvoir discrétionnaire, est encore dans une autre situation que le reste dudit personnel. Cet exemple démontrant combien – malgré de belles avancées au niveau de la démocratie participative – il reste une importante asymétrie de pouvoir de fait au sein des Conseils de participation.

Cette mise en garde nous semble valoir, dans le cadre de nos activités, autant pour le bon fonctionnement des Associations de parents que pour les Conseils de participation. Elle néglige cependant certaines particularités propres aux dispositifs participatifs et asymétriques de pouvoir¹⁰.

Dans la pratique nous pouvons clairement l'observer, en dépit d'une égalité des chances formelles (d'un droit à participer égal pour toutes et tous), la possibilité d'interpeller, de négocier et d'obtenir des avancées est déjà à la base conditionnée par des inégalités de fait, tant au niveau structurel (l'avis des parents n'est que consultatif au sein des Conseils de participation) que plus particulièrement au niveau de la maîtrise du langage.

⁷ FAPEO et UFAPEC, « *Démocratie scolaire, la représentation collective des parents au conseil de participation* », téléchargeable sur le site www.fapeo.be, 2019

⁸ RANCIERE J., « *Penser l'émancipation : dialogue avec Aliocha Wald Lasowski* », collection Mikros Essai, Editions de l'Aube, 2022

⁹ SABATIER P., « *La contradiction est perçue de nos jours comme un acte de désamour...* », publication sur son fil LinkedIn, juillet 2023

¹⁰ BARNAUD C., D'AQUINO P., DARE W., MATHEVET R., « *Dispositifs participatifs et asymétries de pouvoir : expliciter et interroger les positionnements* », Participations 2016/3 (N° 16), De Boeck Supérieur, 2016, pages 137 à 166

Ce qui nous amène enfin au cœur du sujet, à savoir que le questionnement réflexif sur les capacités d'émancipation commune est conditionné par un contexte général et plus particulièrement par la grammaire de l'action collective. C'est pourquoi cette étude va se pencher plus particulièrement sur ces deux points. Cette première partie permettant également de souligner la double mission de la FAPEO, à savoir de *représenter l'ensemble des parents d'élèves de l'enseignement officiel* et, en même temps, de *fournir une aide privilégiée mais non dirigiste à ceux qui ont besoin d'un savoir-faire spécifique pour faire valoir leurs droits* dans notre champ d'expertise et d'action.

Le contexte général

L'aspect structurel

Résumer, ne fût-ce que les points essentiels sur la question en quelques lignes, est une tâche des plus malaisée tant la situation paraît complexe. C'est pourquoi nous commencerons justement par cette notion, celle de complexité. De la cellule familiale aux grandes orientations définies par l'UE et l'OCDE en passant par la mise en concurrence des systèmes éducatifs (a minima par la comparaison entre pays au travers de données standardisées), le nombre d'acteur-ric-e-s et de niveaux de pouvoirs (de subsidiarité) impliqués dans quelque activité aussi large que ce que recouvre l'enseignement et/ou l'éducation peut donner le tournis.

On pourrait bien entendu commencer par interroger les normes juridiques supérieures et en tout premier lieu la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, la DUDH (ainsi que son corollaire sur les droits économiques, sociaux et culturels)¹¹. De ce point de vue, et malgré un bon nombre d'articles validant une visée émancipatrice desdits droits humains, force est de constater que la prévalence des articles 17.1 (relatif à la propriété) et 27.2 (relatif à la propriété intellectuelle) sur les autres a tendance à biaiser la donne. Ce qui s'illustre en partie au travers de l'analyse de l'économiste John Cavanagh et de l'activiste Jerry Mander dans leur livre *Alternatives à la globalisation économique* (2002). On notera, parmi les huit traits caractéristiques de ladite globalisation économique, les deux éléments suivants¹². Le premier est la « *privatisation et marchandisation des services publics et de ce qui reste des biens communs, qu'ils soient planétaires ou locaux* » (c'est nous qui soulignons) et le second le « *remplacement des pouvoirs traditionnellement exercés par les États-nations démocratiques et les communautés locales par les grandes bureaucraties planétaires au service de la grande entreprise.* ». Bien entendu, dans les faits la politique de l'enseignement en Fédération Wallonie-Bruxelles est décidée par son gouvernement, mais elle doit toutefois s'inscrire dans le cadre des normes économiques, juridiques et administratives supérieures qui déterminent les limites de son exercice du pouvoir.

Au-delà de ce constat sur les principes directeurs, il nous semble que c'est le cadre normatif tout entier qui est soumis à des injonctions tellement multiples et contradictoires qu'il nous paraît difficile d'y voir clair. Pierre Sabatier met d'ailleurs en lumière l'idée selon laquelle cette inflation normative profite surtout à celles et ceux qui ont les moyens de les instrumentaliser¹³. En somme, ce sont celles et ceux qui ont le pouvoir d'initiative et de réglementation qui déterminent les règles. Et ce sont les mêmes qui sont en mesure de mieux les maîtriser que les autres, assurant ainsi la pérennité de leur emprise sur les dynamiques économiques, culturelles et sociales.

¹¹ ONU (Organisation des Nations Unies), « Déclaration Universelle des Droits de l'Homme », site de l'ONU en français : www.un.org/fr, consulté le 19 février 2024

¹² CAVANAGH J. et MANDER J., « *Alternatives à la globalisation économique : Un monde meilleur est possible* », Editions Ecosociété, 2002

¹³ SABATIER P. et DELAMARCHE O., « *Quand est-ce que l'on touche le fond ?* », entretien sur la chaîne YT du média indépendant Thinkerview : www.thinkerview.com, mise en ligne le 11 juillet 2024

De façon managériale, ils et elles déterminent des objectifs et allouent des moyens en demandant aux exécutants de faire preuve de créativité et d'initiative pour mener à bien leurs missions. De là à parler de crise de la démocratie ou de la gouvernance, minée par une vision « traitantiste »¹⁴ et/ou « présentiste » des sujets (en sautant d'une crise à l'autre), il n'y a qu'un pas. Encore faut-il, dans ce cadre, ne pas se tromper dans la façon de décrire le phénomène, car l'idée de crise de la gouvernance recouvre souvent des concepts fort divers, et par conséquent des solutions parfois opposées.

Néanmoins, et parce qu'à la FAPEO nous estimons le processus de démocratisation comme essentiel, nous ne pouvons faire l'économie de parler de ces aspects et de les lier à la conjoncture, à l'esprit du temps. C'est pourquoi nous allons affiner dans le point suivant cette fameuse notion de crise démocratique en repartant partiellement des constats effectués dans notre dernier mémorandum.

L'aspect conjoncturel

Passons maintenant de l'aspect technico-juridique à la description d'un certain nombre de faits sensibles, du vécu, pour raccrocher le wagon de l'expérience directe à celui des principes généraux. Bien entendu, il ne s'agira pas ici d'être exhaustif mais bien de saisir l'ambiance générale alors que notre quart de siècle approche de sa fin.

Comme nous l'avons déjà signalé à propos des élèves dans d'autres publications, l'état de stress de la société est difficilement formulable tant le phénomène touche tous les aspects du vivre-ensemble. Harcèlement scolaire (et numérique), désaffectation et roulement des effectifs dans un certain nombre de professions (dont les professeur-e-s), médication massive par l'usage d'anxiolytiques et d'antidépresseurs, sentiment d'inutilité (bullshit jobs), communautarisation (et crispation) des idées via les réseaux sociaux, pression sur le pouvoir d'achat (inflation) et climat de guerre (Ukraine, Gaza)... tout indique que malgré que nous ayons atteint un certain degré de confort moyen (et même médian) assez exceptionnel dans l'histoire de l'humanité (tout du moins en Belgique), ce que nous avons gagné en *commodité* se perd et se paie *a minima* au niveau relationnel.

Par ailleurs, et même s'il y a heureusement de nombreuses résistances à cet égard, on ne peut nier l'effet d'une certaine pensée managériale à l'œuvre en ce qui concerne les politiques publiques. Missions, objectifs et projets sont devenus des vocables courants qui sont rentrés, par volonté politique, dans le lexique administratif. La norme comptable prenant trop souvent le pas sur les aspects qualitatifs, les classements PISA (*Programme international pour le suivi des acquis des élèves*) et PIAAC (*Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes*) de l'OCDE, l'Organisation de coopération et de développement économiques, imposent une concurrence acharnée entre pays dans un domaine qui est censé être non-marchand et non-compétitif. Notons encore ici comment l'exigence toujours plus pressante d'*adaptabilité* (des élèves, des parents, des professeur-e-s et des pouvoirs organisateurs) renforce une pression qui met tout un chacun-e sur le qui-vive, car susceptible de « mauvais comportement », du jour au lendemain.

Un autre aspect de cette poly-crise sociétale est la désintégration des différents éléments (mêmes humains) en sous-particules. Faisons ici une comparaison liée à l'enseignement : la décomposition des apprentissages en micro-compétences tend à réduire l'élève à une sorte de cartographie abstraite de ce qu'il est, parfois jusqu'à l'absurde. On en arrive à le juger incompetent parce que, dans une situation donnée, c'est un « poisson à qui l'on demande de monter à un arbre ». Un handicap léger et passager pouvant vite se transformer en impuissance apprise (et donc en source d'anxiété) si l'élève en question ne correspond pas aux attentes précises du cadre normatif en temps et heure.

¹⁴ FALL I., « Le traitantisme ou l'art de soigner les symptômes », site personnel du Docteur Ibrahima Fall, 15 novembre 2022

Nous verrons toutefois dans la partie suivante qu'il y a des réserves à émettre en ce qui concerne ce sentiment diffus (et surtout l'explication qui en est donnée), plus ou moins récupéré par une certaine grammaire du pouvoir mais qui en inverse les termes dans son analyse (et qui fait peser, en quelques sortes, la charge sur les victimes d'un jeu de dupes).

Nonobstant lesdites réserves, ce n'est pas anodin si l'éminent psychanalyste et universitaire français Roland Gori a donné une conférence en novembre 2022 au Théâtre Auditorium de Poitiers intitulée *La Folie normative de nos sociétés de contrôle*. Son sous-titre, *Tout le monde est fou !?*, rend bien compte d'un sentiment ambiant partagé par beaucoup de monde¹⁵. Evidemment, la tentation sera grande dans ce contexte de psychiatriser l'autre, le différent, et de le stigmatiser. On se repliera volontiers sur *mon mien, ma communauté, ma famille, mes valeurs* en refusant d'admettre que ce qui fait société est avant tout l'acceptation de l'autre comme un semblable ayant les mêmes droits, et donc autant de *valeur* (et de santé mentale) que nous. Mais l'anthropologie culturelle moderne nous a appris que la propension à désigner un-e bouc émissaire (ou une communauté) et à en faire une tête de Turc est une vieille habitude solidement ancrée, en particulier en période de crise¹⁶. Cet éclaircissement expliquant sans doute en partie le mal-être de nombreux élèves puisque, en tant que reflet de notre société, le cadre scolaire reproduit de façon quelque peu infantile les comportements des adultes. Le plus souvent avec une violence et une intensité (une immaturité) qui hélas mènent à des drames tels que des suicides, suite à un harcèlement aussi violent que massif (dans et hors les murs de l'école).

Par conséquent nous pensons à la FAPEO que cette détresse généralisée touche tous les acteur-ric-e-s de la société. *Pouvoirs organisateurs, enseignant-e-s, élèves et parents subissent tant de contraintes contradictoires que cette situation diffuse de fait un sentiment d'impuissance (et de frustration) aussi intense que nuisible à l'ensemble des personnes chargées d'éduquer, ensemble, les futurs adultes de demain*. Au risque de provoquer bien des incompréhensions, tensions et conflits qui nuisent au sentiment de bien-être au sein de l'institution scolaire, et qui ne sont en définitive que des impuissances apprises ou structurelles qu'il nous faut dépasser.

¹⁵ GORI R., « *La Folie normative de nos sociétés de contrôle : Tout le monde est fou !?* », conférence dans le cadre des Rencontres Michel Foucault 2022 (vidéo), chaîne YT LE TAP, mise en ligne le 8 novembre 2022

¹⁶ GIRARD R., « *Le bouc émissaire* », Livre de Poche, collection Biblio Essais, 2015

Synthèse dialectique

Pour aller plus loin dans la réflexion, explorons les contradictions évoquées ci-avant et tâchons de comprendre ce qu'elles peuvent nous révéler. On pourrait s'attarder sur le versant psychologique de la question en rappelant le principe de double-contrainte théorisé par le psychologue Gregory Bateson et ses conséquences désastreuses sur la psyché, ce qui illustrerait bien avantageusement notre étude¹⁷.

Mais encore...

La double contrainte

Comme son nom l'indique, la double contrainte est une situation dans laquelle une personne est soumise à des pressions contradictoires. Ses effets sur le psychisme peuvent être particulièrement nuisibles.

On peut se figurer cela facilement dans le milieu familial où un parent demande une chose et l'autre parent son contraire, mais cela peut aussi se retrouver de façon insidieuse dans des consignes de travail.

Dans les faits, la double contrainte est souvent le résultat d'attentes implicites liées à une instruction donnée. Il n'y a par exemple pas de contradiction apparente à ce que quelque chose soit « vite fait, bien fait », mais le principe de réalité veut que la qualité soit souvent une question de minutie qui demande du temps et de l'attention.

Enfin, parfois la double contrainte est séquentielle. A un enfant auquel on a demandé de patienter encore et encore, soudainement on lui intimera l'ordre de se dépêcher.

Cependant, et pour mieux approfondir le sujet, nous allons ici surtout nous référer à un discours prononcé par l'historien américain Lewis Mumford le 21 juillet 1963. Sa transcription, intitulée *Techniques autoritaires et démocratiques*, est révélatrice à plus d'un titre et toujours d'une étonnante actualité¹⁸. Il disait déjà, et nous avons fait des bonds technologiques immenses depuis cette époque, que : « *La tension entre l'association à échelle réduite et l'organisation à grande échelle, entre l'autonomie personnelle et la réglementation institutionnelle, entre le contrôle à distance et l'intervention locale diffuse, nous met à présent dans une situation critique.* ».

Concrètement, cela signifie qu'il y a par exemple un véritable gouffre entre les grandes orientations budgétaires décidées par l'UE comme le Pacte de Stabilité et de Croissance et les besoins spécifiques locaux tels que les travaux d'infrastructures nécessaires dans de très nombreuses écoles (néanmoins sommées de répondre à des règles strictes en matière de marchés publics, parfois inadaptées à la situation).

Il défend ensuite l'idée centrale que, depuis le néolithique jusqu'à nos jours, deux techniques ont périodiquement existé côte à côte. La première (plus récente) est autoritaire, elle émane du centre du système et est extrêmement puissante mais instable. La seconde (plus ancienne) est démocratique, dirigée par l'homme et relativement faible, mais ingénieuse et durable (on pourrait aussi dire robuste). Et il ajoute que « (...) *le moment est proche où ce qui nous reste de technique démocratique sera totalement supprimé ou remplacé, et ainsi toute autonomie résiduelle sera anéantie ou n'aura d'existence autorisée que dans des stratégies perverses de gouvernement* (...) » (c'est nous qui soulignons).

¹⁷ BATESON G., D. JACKSON D., HALEY J., WEAKLAND J., « *Toward a theory of schizophrenia* », Behavioral Science (Journal of the Society for General Systems Research), 1956

¹⁸ MUMFORD L., « *Techniques autoritaires et démocratiques* », texte imprimable publié sur le site de Un peu d'air frais : www.unpeudairfrais.org, mis en ligne le 3 décembre 2018, tous les extraits suivants sont tirés de la même source

Autrement dit, la pensée sous-jacente de l'auteur est de souligner que la technique démocratique permet de régler les choses de façon souple au niveau local ou par une organisation sociale allant de la base vers le sommet (bottom up). En remontant la réalité du terrain et en accordant une forme d'autonomie aux collectifs locaux, on favorise la prolifération de solutions adaptées au contexte. C'est d'ailleurs ainsi que le tissu associatif s'est institutionnalisé dans nos pays au début du XX^e siècle, en réponse à des crises de régime.

Mumford insiste enfin sur le fait que la technique autoritaire n'est pas entravée par le sentiment humain mais qu'au contraire elle impose une forme de contrainte physique impitoyable. A cause de sa prétention paranoïaque à l'obéissance inconditionnelle et au pouvoir absolu, celle-ci est jugée profondément mortifère par l'auteur. Il met également en exergue le fait que ce pouvoir est non seulement invisible mais omniprésent. Les personnes pilotant ce système étant « *eux aussi piégés par la perfection de l'organisation qu'ils ont inventée* ».

En somme, on en revient ici à l'idée que Kant se fait de l'aliénation dont nous avons parlé dans l'introduction. Celle-ci enferme tout autant les dominants que les dominés. Ainsi, tel médecin n'osera pas faire le bon geste par peur d'erreur médicale coûteuse pour l'assurance de son hôpital, tel employé-e d'administration ou travailleur-se social ne saura régler une situation car « *le logiciel ne prévoit pas ce cas de figure* », et ainsi de suite.

On chercherait donc en vain une responsabilité dans ces conditions car elle serait diluée dans la masse de ses agent·e·s. Mais alors, pourquoi ne résistons-nous pas plus ? Parce que le marché qui nous est proposé est que chacun·e profite démocratiquement des bienfaits de ladite organisation, « *mais à une seule condition : non seulement que l'on n'exige rien que le système ne puisse pas fournir, mais encore que l'on accepte tout ce qui est offert (...) dans les proportions exactes que le système, et non la personne, exige.* ». La finalité d'une telle technique serait la condamnation définitive de tout progrès humain.

Mais encore...

Technocritique et subsidiarité

Lewis Mumford et Günther Anders, tous deux cités ici, s'inscrivent dans un courant que l'on peut dénommer comme technocritique.

Il comprend de nombreux penseur·se·s comme, entre autres, George Bernanos, George Orwell, Simone Weil, Aldous Huxley, Jacques Ellul, Ivan Illich, Serge Latouche et Éric Sadin.

Le principal motif de ce courant est d'interroger le concept de progrès technique. Au-delà des impacts directs des usages ou de la pollution engendrée par la fabrication en masse de biens d'équipement et de consommation, c'est notre rapport au monde et notre imaginaire culturel qui y sont questionnés.

En ce sens, la problématique la plus récurrente qui traverse la technocritique est la dénonciation des soi-disant progrès techniques qui impactent souvent inconsciemment la façon dont nous faisons société, sans nous interroger sur le bien-fondé de tel ou tel élément de confort (et de leur coût réel pour la collectivité).

Chez Lewis Mumford, comme chez d'autres auteur·rice·s, on retrouve un principe qu'il n'énonce pas explicitement ici mais qui est pourtant essentiel : le lien entre hard-tech et haut niveau de subsidiarité. Ce qui suppose des moyens de contrôle adéquats.

L'exemple le plus flagrant est sans doute celui de secteur de l'énergie nucléaire. En dehors même de ses usages militaires potentiels (qui ne sont pas négligeables), il faut un grand nombre de tâches spécialisées et très bien coordonnées pour parvenir à profiter d'une telle technologie.

De plus, autant par leur durée de vie que par ce qu'elles induisent comme déchets, les centrales nucléaires engagent les membres de la société dans des processus techniques et sociaux très longs.

C'est pourquoi malgré une rhétorique politique tenant du fameux « progrès » en question, on se rend compte que cette notion (plus que floue) est limitée à une vision normative de l'amélioration supposée des conditions de vie matérielles des masses (même si, dans les faits, les écarts de richesse se creusent et le système tend à broyer ceux qui ne peuvent ou ne veulent se soumettre à sa logique). De plus, les innovations techniques et technologiques verrouillent sans cesse plus nos capacités de choix en nous obligeant, pour tenir le coup, à entretenir les réseaux déjà mis en place. Diminuant sans cesse nos marges de manœuvre.

Aussi, Mumford se demande : « *Comment faire pour échapper à ce sort ?* ». Et il répond de suite : « *Préparez-vous à l'inattendu !* ». En ligne de mire, Lewis Mumford détermine que notre attention doit se porter sur ce qui est bon pour l'homme, en précisant : « *non pas l'homme des masses, soumis à la machine et enrégimenté par le système, mais l'homme en tant que personne libre de se mouvoir dans tous les domaines de la vie.* ».

Mais encore...

Une société de la transgression ?

Roland Gori, Michel Clouscard, Dhalia Namian et Anne Dufourmantelle font partie des auteur-riche-s qui mettent en garde notre société contre la tendance à ne plus être capables de sublimer.

Face aux injonctions à la consommation, à la réalisation du plaisir immédiat prôné par les spécialistes du marketing, et en assimilant les citoyen-ne-s à des consommateur-riche-s (ou usager-ère-s) ayant accès à des commodités, le système marchand favorise de plus en plus les comportements pulsionnels et infantiles.

Prenons l'exemple d'une célèbre société de réservation de chambres d'hôtel par Internet. Récemment, elle a axé sa communication sur le fait de pouvoir annuler son séjour jusqu'à la dernière minute. En communiquant ainsi, elle induit que ce type de comportement social est acceptable.

On rétorquera à juste titre que les hôteliers ne sont pas tenus de s'inscrire sur cette plateforme numérique, mais dans les faits beaucoup sont dépendants de ladite société qui détient une grande part du marché de la réservation en ligne.

Ainsi, le caprice frivole devient dans ces conditions une nouvelle norme qui non seulement peut mettre à mal la viabilité d'une entreprise (qui serait soudainement soumise à trop d'annulations) mais aussi déteindre sur d'autres secteurs (et générer de la non-participation à des événements), rendant toute organisation d'événements bien plus soumise au hasard.

Nous voici en conséquence enfin revenu à la notion d'émancipation, fil rouge de cette réflexion. Et il formule alors que « *le processus démocratique peut récupérer de larges pans de la technique, si nous surmontons les pulsions infantiles et les automatismes qui menacent d'annuler tout ce que nous avons acquis de réellement positif.* Arrêtons-nous quelques instants sur cette dernière mise en garde de son discours. Le terme de *pulsion infantile* étant sans doute la clé la plus solide pour enfin décrire finement ce qui se joue. Du philosophe Michel Clouscard relatant *Le capitalisme de séduction*¹⁹ à *La société de provocation*²⁰ telle que décrite par la sociologue Dhalia Namian en passant par un article²¹ de la psychanalyste et philosophe Anne Dufourmantelle qui brossait le portrait d'une civilisation devenue incapable de sublimer dans *Libération*, le climat de transgression généralisé est sans doute ce qui explique le mieux certains constats que nous faisons aussi de notre côté dans notre mémorandum.

¹⁹ CLOUSCARD M., « *Le capitalisme de la séduction* », Delga, 2009 et « *Le frivole et le sérieux* », Delga, 2010

²⁰ NAMIAN D., « *La société de la provocation : Essai sur l'obscénité des riches* », collection Lettres Libres, Lux Editeur, 2023

²¹ DUFOURMANTELLE A., « *La fin du sublime ?* », Chronique « *Philosophiques* », site du journal Libération, mis en ligne le 9 juin 2013

En somme, et c'est le point sur lequel nous tenions à insister, la tendance actuelle de nos sociétés est de proposer un modèle hiérarchique de plus en plus vertical et autoritaire (top-down). La conséquence de cette hypertrophie du pouvoir est que le monde d'aujourd'hui semble être lancé dans une course folle où l'obsession du contrôle côtoie les lâcher-prises pulsionnels de plus en plus violents. Le sommet impose ses règles en dépit du bon sens. Il donne, au travers du discours, l'illusion d'approfondir le modèle participatif mais s'en éloigne dans les faits.

Ce qu'il faut de ce fait retenir de cette idée de technique autoritaire ou démocratique ici, c'est que cette explication rend mieux compte de la crise de la gouvernance que nous évoquons que les explications usuelles. Pour résumer cette partie, on peut donc en conclure que le stress que nous évoquons est la conséquence d'une ingénierie sociale favorisant le top-down et écrasant le bottom-up. Elle promeut les comportements irresponsables, l'abus d'autorité et même la critique des aspects humains (ou humanistes) par machinisme et utilitarisme quasi inconscient.

Ce phénomène est d'ailleurs encore renforcé par l'apparente perfection des machines, donnant le sentiment que les êtres humains sont devenus obsolètes, comme dans la pensée du philosophe Günter Anders²². Pour parler d'un cas concret, à l'école secondaire, certains élèves utilisent des agents conversationnels informatiques pour vérifier l'exactitude des propos de leurs professeur-e-s, par exemple.

Dans un tel contexte, il est tentant de céder aux plaisirs immédiats et artificiels (ou de se plier à un référent normatif médiocre) plutôt que de se confronter au réel et accepter que le dissensus et la frustration fassent partie du processus social ordinaire. Enfin, et pour compléter ce tableau par une tendance fort en vogue actuellement (qui nous pose question) : un certain nombre d'intellectuel-le-s comme l'ingénieur Jean-Marc Jancovici ou l'auteure Véra Nikolski tendent à faire accroire que les progrès démocratiques contemporains seraient liés à un accès à une énergie abondante et très bon marché²³.

En corrélant ces deux éléments, il et elle concluent que la démocratie ou le droit des femmes pourraient connaître une perte de puissance dans un système soumis à de plus en plus de pénuries et/ou carences.

Mais encore...

L'impuissance structurelle

Dans notre pratique de terrain, nous rencontrons régulièrement des parents d'élèves et des directions et/ou enseignant.e.s désireux de faire bouger ensemble les choses mais qui se retrouvent empêchés d'agir à cause de l'organisation administrative du travail et/ou de la structure.

L'exemple d'aménagements mobiliers (meubles, frigos, poubelles...) régis par des réglementations aussi diverses que nombreuses devant passer par toutes sortes de filtres technocratiques rendent parfois l'exercice du pilotage en commun très compliqué. Et cet état de fait peut générer un certain nombre de tensions.

Outre la durée parfois excessive entre le constat d'une problématique et sa résolution effective (quand elle est possible), les conditions de vie et de bien-être des élèves sont régulièrement dégradées pour une longue période à cause de procédures et/ou appels d'offres qui nuisent à l'efficacité sur le terrain (quand le résultat n'est pas lui-même inadéquat).

De même, une direction d'école peut se retrouver avec un personnel sur lequel il a peu de prises (par exemple en matière d'entretien). Ce qui peut provoquer en retour l'indignation des parents d'élèves puisque, malgré les remarques (voire des propositions concrètes de solutions), le cadre réglementaire coince.

C'est aussi en ce sens que nous pensons que la technique autoritaire sclérose, en pratique, la société. L'inflation réglementaire y générant une impuissance structurelle.

²² ANDERS G., « L'Obsolescence de l'homme : Sur l'âme à l'époque de la deuxième révolution industrielle », Editions de l'Encyclopédie des Nuisances, Ivrea, 2002

²³ KEMPF H., « Jean-Marc Jancovici, polytechnicien réactionnaire », site du journal Reporterre : www.reporterre.net, publié le 27 mai 2021 et NIKOLSKI V., « Féminicène », Fayard, 2023

Ce qui est heureusement contredit intrinsèquement par la critique de Lewis Mumford. Evoquons enfin la conclusion de sa conférence, il y énonce que « *les avantages authentiques que procure la technique basée sur la science ne peuvent être préservées qu'à condition que nous revenions en arrière, à un point où l'homme pourra avoir le choix, intervenir, faire des projets à des fins entièrement différentes de celles du système.* »²⁴.

Et c'est exactement dans cette démarche que nous nous inscrivons à la FAPEO *Avoir le choix, intervenir et gagner collectivement en capacité de bifurquer sont des processus au cœur de notre démarche avec les Associations de parents*. En ce sens, il s'agit de *faire en sorte que notre mission d'éducation permanente puisse permettre à tout un chacun de s'émanciper des conditions aliénantes de la technique autoritaire en fournissant des outils adaptés à la réalité socio-historique actuelle*.

La grammaire de l'action collective

Langage et pouvoir

Pour continuer le fil de cette démonstration, attardons-nous encore quelques instants sur la pensée de Lewis Mumford mais sortons du texte utilisé comme référence pour nous intéresser à ses idées maîtresses. Sa thèse principale, en tant que chercheur spécialiste de la technocritique, était que la spécificité de l'humanité (par rapport à l'animalité) n'était pas tant la maîtrise de l'outil mais avant tout et surtout celle du langage²⁵. De surcroît, pour citer une référence plus actuelle, le neuropsychiatre Boris Cyrulnik ne dit, en substance, pas autre chose : le langage est pouvoir²⁶.

Dans le même ordre d'idées, face à un discours inspiré par l'organisation scientifique du travail (OST) et plus généralement de la société, l'essayiste Vincent Mignerot répond que « *depuis deux siècles, l'extrême mathématisation du monde a considérablement appauvri la compréhension, tout en augmentant paradoxalement l'illusion du contrôle. Les lectures quantitatives constituent pour certains auteurs un symptôme de toute puissance, typique de la société technique. Il est important de diagnostiquer ces méthodes parce qu'elles prolongent la cause principale de nos problèmes (...): la foi en la capacité humaine de pouvoir toujours tout maîtriser par la force de son esprit.* »²⁷.

On soulignera ici une certaine restriction du logos grec à son aspect strictement comptable. La rationalité du langage mathématique l'emportant sur le qualitatif. On est alors enfermé dans la logique de ce que le philosophe Bernard Stiegler considère comme de la computationnalisation (et qui dénonce dans cet hyper-rationalisme un dépérissement de la pensée), c'est-à-dire que le pouvoir normatif du langage mathématique réduit les problématiques à leurs aspects purement quantitatifs²⁸.

²⁴ MUMFORD L., « *Techniques autoritaires et démocratiques* », texte imprimable publié sur le site de *Un peu d'air frais* : www.unpeudairfrais.org, mis en ligne le 3 décembre 2018

²⁵ WIKIPEDIA, « *Lewis Mumford* », sur www.wikipedia.com, consulté le 29 février 2024

²⁶ CYRULNIK B., « *Quarante voleurs en carence affective : Bagarres animales et guerres humaines.* », Odile Jacob, 2023

²⁷ MIGNEROT V., commentaire à « *Afin de m'assurer de ne pas avoir mal interprété...* », publication sur son fil LinkedIn, mars 2024

²⁸ STIEGLER Bernard, « *L'industrie des datas menace l'espérance de survie de l'humanité* », vidéo de la chaîne YT du Théâtre du Rond-Point, mise en ligne le 15 juin 2017

On peut mettre ces différents éléments en regard des pensées du pédagogue Jacques Ardoïno datant de 1963, issues des *Propos actuels sur l'éducation* : « Aujourd'hui, on forme, on instruit, on enseigne, on n'éduque plus réellement. (...) Et notre civilisation illustre bien cet état de choses par une convergence de symptômes alarmants ». D'autant plus que « le plus caractéristique d'entre eux est, sans doute, l'atrophie du sens des responsabilités »²⁹. Henri Guaino, haut fonctionnaire et homme politique français, le rappelle aussi à sa façon : « (...) le système actuel tue la responsabilité politique donc il tue la démocratie »³⁰.

Ce qui donne une vue d'ensemble assez synthétique et pertinente de la situation actuelle. Et en ce qui concerne plus particulièrement cette étude, nous avons justement déjà évoqué la problématique de la crise de la gouvernance et de la démocratie (et donc de la responsabilité), ainsi que sa difficile définition. En somme, pour revenir plus précisément à la question principale, nous avons déjà mis en lumière le lien entre pédagogie et émancipation dans le cadre de l'idée que « savoir, c'est pouvoir », et réactualisé celle-ci dans son contexte.

Mais s'arrêter à ces considérations ne rend pas vraiment compte de ce qui se trame dans les assemblées que nous suivons et accompagnons. Aussi, il nous faut non seulement interroger la question de la maîtrise du langage en tant que moyen de compréhension mais aussi ses aspects politiques et rhétoriques. C'est en effet par la pratique effective de la langue comme outil performatif que se résolvent les confrontations d'idées. De ce fait, les arbitrages dépendent de ce que l'on pourrait nommer la grammaire du pouvoir.

Mais encore...

Le régime d'irresponsabilité

Que ce soit au travers d'une vision mathématisante des faits de société ou plus simplement une forme d'irresponsabilité institutionnelle des élu-e-s et/ou de certaines entreprises (en position de force), la réflexion de Jacques Ardoïno datant de 1963 n'a pas pris une ride.

Pourtant, que l'on se réfugie derrière des chiffres (ou plus récemment à l'aide de décisions assistées par ordinateur) ne change normalement rien au principe de responsabilité. En dernier ressort, il y a bien quelqu'un-e qui tranche.

En outre, cette dynamique s'accompagne parfois du sentiment de « deux poids, deux mesures » selon que vous serez « riche et puissant-e » ou « pauvre et misérable » puisque la capacité à échapper aux conséquences de ses actes dépendra des moyens disponibles pour lutter efficacement contre une éventuelle décision judiciaire ou rétorsion administrative.

Le travail récent des chercheur-se-s en sciences sociales à propos des « marchand-e-s de doute » concernant les industries lucratives mais néfastes pour la société sont une excellente illustration de cette dérive.

Par extension, la dynamique exemplative de ce type de comportement renforce le repli sur soi et surtout une certaine forme de cynisme. Le/la citoyen-ne-consommateur-riche s'attendant à être servi-e comme un roi/reine, il/elle est encouragé-e dans son illusion de toute-puissance.

Pourtant, rien n'étant jamais gratuit, ses exigences augmentent de fait les coûts indirects des services auxquels il/elle s'adresse.

²⁹ ARDOÏNO J., « *Propos actuels sur l'éducation* », L'Harmattan, collection Diagonale critique, 2004

³⁰ GUAINO H., « *Folies diplomatiques et faiblesse politique : l'effondrement de notre société* », vidéo de la chaîne YT du média indépendant Elucid, mise en ligne le 4 mai 2024

A ce propos, la philosophe Barbara Stiegler a démontré lors des 55^e rencontres internationales de Genève combien nos imaginaires, et même la structure de notre langage, ont tendance à véhiculer une certaine idée du ressentiment, qui serait le fait des classes populaires³¹. Toute expression de colère ou de simple désaccord étant amalgamés à une forme d'ignorance du peuple, incapable de comprendre l'action des *élu-e-s* (et donc de l'*élite*) dont le seul défaut serait de « *manquer parfois de pédagogie* » ou « *d'empathie* ». Les classes populaires seraient en revanche animées par une sorte de défiance, de pente naturelle, vis-à-vis de la délégation, sans que l'on interroge plus avant le *dêmos* *kratós*, le pouvoir du peuple. En ce qui concerne cet aspect particulier, elle renvoie aux ouvrages du philosophe Bernard Manin qui explique la confusion, le contresens, qui consiste à appeler le régime représentatif « démocratie ».

Approfondissant son analyse, elle explique aussi que le ressentiment est un processus, un ensemble d'opérations intellectuelles et imaginatives. S'installant dans une souffrance qui dure, il projette nécessairement l'idée d'une mémoire à long terme générant une souffrance continue. Ensuite, il faut isoler et désigner un-e coupable à ce tourment. Enfin, ledit ressentiment appelle à imaginer (sans jamais l'accomplir) une vengeance contre l'agent causal. La suite de la démonstration de Barbara Stiegler permet d'identifier pourquoi la grammaire de nos langues favorise ce processus mais aussi comment il y a une sorte d'inversion (au moins depuis l'antiquité) concernant cette problématique.

Selon son constat, l'imaginaire des dominant-e-s voudrait que le problème ne soit quasi jamais questionné du côté du pouvoir (*kratós*), mais presque toujours du côté du peuple (*dêmos*). En somme, inquiets que l'on examine la richesse, le pouvoir et le savoir, les « aristocrates » (les meilleur-e-s) projettent sur la population un étiquetage réactionnaire (issu de leurs propres angoisses, liées au besoin de contrôle).

C'est pourquoi nous pensons qu'en ce qui concerne notre mission d'éducation permanente, nous nous devons de poser un diagnostic lucide et sans concessions concernant les blocages aux mécanismes visant à la démocratisation réelle des institutions, et en particulier de l'école et de l'éducation (en tant que lieux privilégiés de l'émancipation collective).

Emancipation collective et éducation populaire

C'est ici que nous ferons le lien avec la partie du discours où j'évoquais la dissolution des éléments de la société en sous-particules atomiques. On voit bien qu'en modifiant l'angle d'approche, ce qui était une conséquence d'un servomécanisme (selon Lewis Mumford) est renvoyé, comme l'explique Barbara Stiegler, à une forme de rejet dû au ressentiment supposé de la « masse ignorante ». Chacun se repliant finalement sur lui-même dans son recoin, dans sa sécurité (c'est elle qui souligne).

En parallèle, un certain discours tendrait à nous faire croire qu'il n'y aurait plus, en Occident, de lutte des classes. Pourtant, il suffit de citer le magnat de la finance Warren Buffet pour se faire une autre idée de la question : « *Il y a une lutte des classes, évidemment, mais c'est ma classe, la classe des riches qui mène la lutte. Et nous sommes en train de la gagner.* ». Ce que confirme les thèses des sociologues Michel Pinçon et Monique Pinçon Charlot³² ou, dans un autre registre, les concepts établis par le philosophe Michel Clouscard³³.

³¹ STIEGLER Barbara, « *Le ressentiment : pulsion populaire ou structure de notre grammaire ?* », conférence dans le cadre des 55^e Rencontres internationales de Genève (vidéo), chaîne YT Rencontres International, mise en ligne le 29 septembre 2023, tous les extraits suivants sont tirés de la même source

³² PINCON-CHARLOT M et PINCON M, « *Les prédateurs au pouvoir. Main basse sur notre avenir* », collection Essais et Documents, Textuel, 2017

³³ CLOUSCARD M., « *Le capitalisme de la séduction* », Delga, 2009 et « *Le frivole et le sérieux* », Delga, 2010

Quand on observe attentivement le terrain, les faits tendent pourtant à démontrer que les classes populaires sont relativement promptes à se saisir de combats pour les universaliser. De la rediffusion récente du documentaire sur *La bataille des Marolles* par la RTBF³⁴ aux analyses de l’auteur et vidéaste Benjamin Patinaud concernant la générosité et l’ingéniosité des personnes modestes³⁵ en passant par les mères et épouses de soldats russes qui manifestent non seulement pour elles-mêmes mais aussi pour les autres (par altruisme)³⁶, le contrepoint au discours ambiant est saisissant.

Bien entendu, on rétorquera que l’esprit de l’époque est marqué par une certaine vision consumériste de la société qui tend à considérer les services publics comme des *commodités*, et c’est indéniable³⁷. Mais, chaque jour, le dévouement invisible et silencieux de bien des personnes pour leur entourage (plus ou moins proche) ou dans leur métier démontre que ce qui permet de faire société est que nous restons attachés à l’idée d’entraide, *cette autre loi de la jungle*³⁸.

Cela dit, l’usage d’une certaine communication politique renvoyant la responsabilité au ressentiment populaire vient, comme on l’a vu, pervertir par le langage les colères légitimes que ressentent certains parents et élèves (entre autres corps sociaux). Dans un entretien rapporté par le journal *Libération* en mai 2017, le journaliste Philippe Douroux synthétisait la pensée d’Anne Dufourmantelle ainsi : « *Quand les mots échangés disent le contraire de ce qu’ils sont censés dire, la société se retrouve dans une impasse, confrontée à une colère sans fin.* »³⁹. Dans les faits, cela se traduit le plus souvent par un débat cadré, voire cadenassé, par le haut, adossé à une criminalisation de plus en plus aigüe de celles et ceux qui n’acceptent pas la marge de manœuvre accordée ou supposée, même quand elle est clairement le fruit d’un jeu de dupes.

De même, la facilitatrice Tiana Castelneau met en garde, dans un registre assez proche, contre la facipulation⁴⁰. Ce néologisme composé des termes *facilitation* et *manipulation* désignant une forme de charlatanisme participatif.

Mais encore...

Droit formel et droit réel

Quelle est la différence entre ces deux termes ?

Le premier renvoie à l’idée de l’égalité des chances, indépendamment de les antécédents de chacun.e. Généralement, on l’associera à une obligation de moyens. Le second, plus contraignant, détermine que si le droit n’est pas effectif, c’est qu’il est (ne fusse que partiellement) dénié. On le raccordera donc plus volontiers à une obligation de résultats. D’une certaine façon, on peut considérer que l’émancipation collective est le lent processus par lequel on chemine du non-droit au droit réel en passant par le droit formel.

Enfin, notons que si ces notions paraissent simples en premier abord, elles sont en réalité plus complexes et intriquées. En particulier parce que les droits sont souvent contradictoires entre eux et nécessitent des arbitrages mais aussi parce que les obligations de faire et/ou de résultats ne sont pas non plus systématiquement corrélés aux droits formels et/ou réels.

³⁴ RTBF, « *La bataille des marolles* », Faits Divers, RTBF et Sonuma, 1968, publié le 12 novembre 1969 et consulté sur le site de rediffusion Auvio de la RTBF le 14 mars 2024

³⁵ PATINAUD B., « *Caritatif : à quoi jouent les gamers ?* », chaîne YT du journal *L’humanité*, mis en ligne le 10 mars 2024

³⁶ ARTE, « *Qui peut arrêter Vladimir Poutine ?* », 28 minutes, ARTE, mis en ligne le 19 février 2024

³⁷ BAUWENS M., « *What do we mean when we say we are shifting from a capitalist 'commodity' economy, to a commons-based 'contributive' economy ?* », article disponible sur le site www.4thgenerationcivilization.substack.com, mis en ligne le 28 février 2024

³⁸ CHAPELLE G. et SERVIGNE P., « *L’entraide : L’autre loi de la jungle* », Les Liens qui Libèrent, 2017

³⁹ DOUROUX P. et DUFOURMANTELLE A., « *La perversion du langage empêche de sortir de la colère sociale* », site du journal *Libération*, mis en ligne le 15 mai 2017

⁴⁰ FAVIA L., « *Tiana Castelneau : Certaines pratiques d’intelligence collective...* », publication sur son fil LinkedIn, mars 2024

A cet égard, un de nos partenaires du CFS (Collectif Formation Société), le philosophe Guillermo Kozlowsky, soulignait assez finement comment même la valorisation de l'entraide entre étudiant·e-s mise en place dans certaines écoles pourrait bénéficier en premier (et surtout) aux élèves les plus autonomes au départ, puisque mieux outillé·e-s pour s'inscrire dans cette démarche⁴¹. Ce mécanisme générant, une fois de plus, une forme d'inégalité de fait malgré une intention sincère de corriger certains défauts du système. Au fond, on en revient presque toujours à la différence implicite entre *droit formel* et *droit réel*.

Pour se dégager de ce langage pervers teinté de « *divorce entre le peuple et les élites* », d'illusion du contrôle par les aspects comptables ou de « *défiance vis-à-vis des dirigeants* » (c'est-à-dire plus largement des formes de manipulation dont il est question ici), Barbara Stiegler ne voit que deux lieux de repli possibles : « *celui de l'enseignement (où l'on a encore non seulement le droit mais le devoir de se poser ensemble des questions) et celui de l'écriture et de la lecture* »⁴². Dans la conclusion de la conférence que nous avons évoquée, elle ajoute qu'il est nécessaire non seulement d'interroger notre métaphysique mais aussi d'user de la méthode de recherche dite généalogique, prisée par Nietzsche (dont elle est spécialiste). Ce qui nous amène enfin au seuil de notre conclusion.

Voilà pourquoi à la FAPEO nous pensons *qu'il n'existe pas de réponse simple à des questions complexes, mais qu'il est de notre devoir de rendre, ensemble, les choses les plus intelligibles possibles afin d'éviter les effets d'instrumentalisation. C'est à ce titre seulement que nous serons en mesure de partager des outils efficaces en vue de l'émancipation collective, et de répondre aux missions qui nous sont assignées.*

⁴¹ Suite à un entretien avec lui dans le cadre de cette étude

⁴² STIEGLER Barbara, « *Le ressentiment : pulsion populaire ou structure de notre grammaire ?* », conférence dans le cadre des 55e Rencontres internationales de Genève (vidéo), chaîne YT Rencontres International, mise en ligne le 29 septembre 2023

Une réponse adaptée

Dépasser les barrières structurelles à la démocratie participative

En somme, la question de l'émancipation collective à notre époque semble être profondément liée à celle de la maîtrise du langage au sens large du terme, peut-être même plus que jamais. En ce sens, et s'il fallait désigner un objet culturel, artistique, capable de synthétiser cette étude et d'y répondre adéquatement, ce serait sans doute le film *Ecrire pour exister*⁴³. On y évoque comment l'écriture partagée, les regards croisés, l'écoute active et l'empathie permettent à une communauté divisée et entre-déchirée de se reconstruire dans un moment de grande tension sociale (malgré les manœuvres dilatoires systématiquement mises en œuvre par celles et ceux qui luttent pour conserver le contrôle).

Plus largement, il s'agit de faire en sorte de sortir du prisme réducteur de la *commodité* pour en revenir à la logique des *communs*. Ces derniers nécessitant toute une série de conditions spécifiques puisqu'ils sont soumis à des arbitrages plus complexes que celui du droit naturel (fût-il financier ou politique). Repenser le *commun*, implique donc nécessairement de sortir de la logique consumériste et individualiste (réelle ou fantasmée et assignée) pour réapprendre à examiner (et s'impliquer dans) ce qui est plus grand que soi. Ce qui peut être considéré comme une chance, une opportunité. C'est d'ailleurs l'idée que s'en fait l'informaticien et cyber-philosophe Michel Bauwens, spécialiste de cette question, quand il énonce que : « *les communs sont la première dynamique relationnelle de l'Humanité naissante, avant même le don...* »⁴⁴. Il en découle, en définitive, une sorte de retour aux sources quasi anthropologique.

S'il fallait trouver un concept général permettant de réunir toutes les préoccupations évoquées dans cette étude, le meilleur terme qui nous vient à l'esprit est celui de *correspondance*. En effet, la polysémie du mot répond aux dynamiques à l'œuvre aujourd'hui au sein de la FAPEO. Il exprime pourquoi et comment nous désirons étoffer notre fédération de nouveaux outils permettant de catalyser et/ou canaliser les énergies dans une meilleure définition et défense de constats et desideratas communs. Le premier aspect de la question tient au fait que les collectifs de parents d'élèves ont un ancrage local, la notion de *correspondance* renvoyant alors à celle d'espace, de proximité géographique. Le deuxième, peut-être moins évident et pourtant tout aussi essentiel, est celui de *correspondance* d'idée, de lutte émancipatrice. C'est en ce sens que nous cherchons à gagner en puissance d'agir dans nos combats communs au travers des Comités d'Action Territoriaux (relatifs à nos nouveaux statuts). Cette démarche permettant de trouver le juste équilibre entre l'aspect géographique et militant. *Correspondance* enfin, au sens de l'écriture, du récit qui permet paradoxalement d'impersonnaliser, de rendre le singulier collectif au travers du (de) témoignage(s) grâce au(x)quel l'autre se re-trouve ou s'interroge, renoue avec l'altérité.

Mais encore...

Commun vs commodité

Le travail de communication politique autour des communs ces dernières années est principalement le fruit des réflexions des militants pour la défense de l'environnement. La question de la gestion de l'eau étant un bon exemple de question de société se (re)communalisant.

Dans le même registre, cette mouvance a aussi popularisé de nouvelles formes de gouvernance comme la sociocratie et l'holocratie. On retrouve d'ailleurs dans ces deux concepts une rupture fondamentale avec la défiance envers le démos telle que décrite dans le texte principal de cette étude.

Enfin, pour information, la citation de Michel Bauwens fait référence au texte le plus célèbre de l'anthropologue Marcel Mauss : *Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques* (1925).

⁴³ LAGRAVENESE R. d'après GRUWELL E., « *The Freedom Writers Diary* », Paramount Pictures, 2007

⁴⁴ BAUWENS M., « *What do we mean when we say we are shifting from a capitalist 'commodity' economy, to a commons-based 'contributive' economy ?* », article disponible sur le site www.4thgenerationcivilization.substack.com, mis en ligne le 28 février 2024

Toutes ces raisons mises bout à bout expliquant pourquoi nous pensons à la FAPEO *qu'il est temps de passer à une nouvelle étape de notre action militante et fédératrice en générant de nouveaux outils appropriés aux enjeux et conditions de notre époque.*

Un outil équilibré, protéiforme et fluide

Une fois l'examen minutieux terminé, il est d'usage de déterminer les buts et les moyens de l'action envisagée en fonction de celui-ci. L'exercice réflexif ne valant pas grand-chose si on ne met pas en place des moyens opérationnels pour ajuster nos comportements aux constats effectués. Toutefois, et avant de rentrer dans le détail, il serait logique de répondre à la question initiale de façon un peu plus formelle. Partant du questionnement par rapport à l'implication des parents dans les collectifs de parents s'élèves, nous avons voulu déterminer comment, aujourd'hui, générer plus d'émancipation collective. En bref, nous nous sommes demandé ce qui empêchait les parents d'élèves d'étendre leur domaine de responsabilité dans l'espace institutionnel scolaire au-delà de leurs préoccupations personnelles et singulières immédiates.

À la suite d'un rapide survol de la notion, nous avons détaillé la particularité de la position de la FAPEO en tant qu'institution, représentant une vue globale et plurielle, au travers du prisme de la responsabilité parentale concernant l'éducation et l'instruction. Dans un deuxième temps, nous avons interrogé le cadre normatif et idéologique général pour le confronter à une certaine perception du réel, de l'expérience vécue. Ensuite, pour prendre un peu de hauteur, nous avons tenté avec Lewis Mumford de comprendre la logique sous-jacente de nos structures sociétales et le hiatus qui semble exister entre les intentions déclarées et le terrain. Une quatrième et dernière partie s'est efforcée de préciser l'emprise du langage compris comme pouvoir, en questionnant – sans concession mais avec nuance – la notion de responsabilité. Et, bien entendu, nous avons prolongé cette réflexion en cherchant des pistes pour sortir de l'ornière identifiée.

Le but de la manœuvre étant, en quelques sortes, de retrouver du *sens commun*. Autrement dit, et pour reprendre les termes de Barbara Stiegler, la question est d'effectuer ensemble un transfert qui permettrait de passer de la défiance envers la participation populaire (due au supposé ressentiment du dêmos) pour interroger constructivement le pouvoir (kratos) et ses mécaniques (parfois perverses), afin d'éviter les écueils de l'émancipation collective (le scepticisme, la résignation, la désignation de boucs émissaires, le ressentiment ou la rage due à une colère qui ne peut s'exprimer).

Pour cela, et grâce à l'aimable concours de spécialistes de l'éducation populaire (André Decamp et Guillermo Kozlowski) et de la facilitation (Michel Bauwens, Tiana Castelneau et Lorenzo Favia), ce travail a débouché sur le sentiment qu'il est impératif de générer (en plus de l'étude que vous êtes en train de lire) des procédures et outils à l'image de notre temps et des enjeux de notre époque.

S'ils sont assemblables sous la bannière de la *correspondance*, la discussion avec nos différents interlocuteurs nous mène à l'idée de forger une solution protéiforme et ajustable en fonction des situations. Pour ce faire, nous avons choisi de définir lesdits nouveaux outils dans le prolongement de ce que nous avons déjà fait (voir les fascicules : *Clés pour s'associer*, *Outils pour s'associer*, *Clés pour Agir*, *Outils pour Agir*), mais avec leurs propres spécificités⁴⁵. Lesquelles ? Il s'agira ici de mettre en place tout à la fois une *recherche participative*, des *regards croisés* et une *facilitation équilibrée*. Ceci afin de donner un nouvel élan à notre action militante, au travers d'une introspection collective. Elle portera sur l'école et ses représentations, ses inégalités, ses problèmes structurelles, au travers de témoignages reprenant les trois finalités évoquées ci avant. Analysons ces aspects en détail.

⁴⁵ FAPEO, « *Clés pour avancer* », divers outils et clés téléchargeables sur le site www.fapeo.be, mise à jour régulière, consulté en date du 19 février 2024

Une recherche participative :

Dans le dernier chapitre de son livre sur *l'Émancipation*, François Galichet stipule que les nouvelles manifestations de l'oppression « obligent à trouver de nouvelles pratiques d'accompagnement social ». Il défend à la fin de l'ouvrage la pratique d'une forme d'alphabétisation sociale (ou *méthode naturelle*) qui permet aux intéressé-e-s de se réapproprier leur destin politique par une forme de remise en contexte de leurs perceptions⁴⁶. Abondant dans le même sens, le doctorant en sciences sociales André Decamp prône une recherche participative partant d'une page blanche, afin de ne pas déposséder (ou détourner) la parole des usagers ou sujets⁴⁷. Cette *remise à plat* permettant de réaliser que, toujours selon François Galichet, « ce qui apparaissait initialement comme un fantasme purement individuel, sans signification autre que psychologique, s'inscrit en réalité dans une relation sociale et institutionnelle »⁴⁸.

Des regards croisés :

Au-delà des impressions, des attentes et du vécu personnel, il est aussi bon d'interroger ce que l'anthropologie appelle les rôles sociaux. A ce titre, il nous semble vital de sortir de la logique de confrontation stérile pour aller interroger les *imaginaires*. Plus précisément, et même si le cœur de la dynamique s'intéressera surtout aux catégories « *parents, enfants et écoles* », l'idée est d'élargir ladite recherche participative en interrogeant les représentations de (et sur) : les *pouvoirs organisateurs*, les *professeur-e-s*, le *personnel d'encadrement*, les *autres membres de l'éducation permanente* et même les *travailleur-se-s du secteur associatif et psycho-social* (en leur nom propre ou en tant que porte-paroles de leur usagers). Ceci permettant de répondre à un autre impératif énoncé par François Galichet, celui de développer « *la capacité à réfléchir par soi-même, à partir des matériaux puisés dans sa propre expérience et confrontés à ceux des autres* »⁴⁹.

Une facilitation :

Comme un rappel contre les dangers de la « *facipulation* », François Galichet insiste sur le fait que « *la démarche émancipatrice oblige le formateur à renoncer à l'autorité qui est traditionnellement la sienne* »⁵⁰. La responsabilité du/de la facilitateur-riche est donc d'user de toutes les méthodes nécessaires contre le sabotage, le détournement et l'instrumentalisation de la démarche tout en se gardant d'émettre des jugements ou des attentes sur le processus en cours. Il ou elle doit aussi porter son attention sur les disruptions et bifurcations potentielles qui peuvent émerger de la démarche⁵¹. C'est en ce sens plus précisément que nous pensons nos nouveaux outils comme dynamiques et adaptatifs.

Mais encore...

Disruption et bifurcation

La disruption est un concept emprunté à l'économie et au marketing qui définit une stratégie nouvelle et inattendue par rapport à des positions courantes.

La bifurcation est une idée empruntée à la physique et à la chimie qui définit qu'un petit changement au sein d'un ensemble peut produire de grands effets dans un tout un système.

Cette terminologie est parfois critiquée pour son aspect fourre-tout mais elle introduit pourtant une notion intéressante qui consiste à déterminer un espace de respiration, une potentialité de changement dans un environnement considéré comme figé ou trop rigide.

Par ailleurs, il est nécessaire de se méfier d'un usage trop superficiel de ces notions qui ne serait que l'expression d'un effet de mode ou de communication politique. Annoncer une disruption pour générer au final du « même » participe à décrédibiliser le terme.

En ce sens, on ne peut parler de disruption ou de bifurcation réelles que s'il y a effectivement nouveauté, que cela impacte pour de vrai et de façon conséquente le système.

⁴⁶ GALICHET F., « *L'émancipation : Se libérer des dominations* », Chronique Sociale, 2014

⁴⁷ Suite à un entretien avec lui dans le cadre de cette étude

⁴⁸ GALICHET F., « *L'émancipation : Se libérer des dominations* », Chronique Sociale, 2014

⁴⁹ *Ibid.*

⁵⁰ *Ibid.*

⁵¹ STIEGLER Bernard (Dir) pour le collectif INTERNATION, « *Bifurquer : Il n'y a pas d'alternative* », Les Liens qui Libèrent, 2020

Plus fondamentalement encore, et comme nous le rappelle l'économiste Laurent Eloi, il importe de faire la différence entre la coopération (qui est souhaitable) et la collaboration (qui suppose une forme d'instrumentalisation et de hiérarchisation). Il précise que « à rebours de la vision conventionnelle de la transformation sociale qui insiste sur la nécessité de réformer les institutions existantes, Centola montre comment le renforcement de liens forts entre membres actifs contribue à créer une masse critique pour convertir des idées nouvelles en normes sociales »⁵². Et c'est ici exactement de cela qu'il s'agit, de coopérer sans tomber dans le détournement de la puissance du collectif au service de buts personnels et/ou sectoriels, par le lien de confiance.

Mais encore...

Réformisme et démocratie, analyse et action

A la lecture de cette étude, il se pourrait que les lecteur-ric-e-s se demande s'il n'y pas certaines contradictions entre une analyse qui se veut très critique et des modalités d'action qui pourraient paraître inadaptées en regard des constats effectués.

A ce sujet, nous pensons qu'il est important de faire la différence entre les démarches. Un diagnostic, aussi difficile soit-il à effectuer, ne devrait jamais voiler des éléments d'informations. En ce sens, il exige une certaine forme de radicalité, au sens premier du terme : « *qui remonte jusqu'à la racine* ».

Par contre, et en ce qui concerne les processus de transformation au sein de la société, il nous semble que les choses adviennent plus facilement par le respect des « règles du jeu », même quand elles sont imparfaites.

Il n'y a donc pas d'objection majeure à citer Barbara Stiegler d'un côté et Laurent Eloi de l'autre puisque les concepts utilisés renvoient à deux procédés intellectuels différents et complémentaires.

Ainsi, nous envisageons la mise à disposition d'outils et ateliers spécifiques non seulement pour les associations de parents mais aussi pour d'autres personnes qui voudraient contribuer à cette recherche participative afin de permettre de *com-prendre* (au sens étymologique de la notion) toutes les facettes de la problématique. Ceci pour que chacun-e puisse, en regardant l'ensemble, se faire une idée (relayée par nos soins) plus précise sur la question, et ainsi exprimer des desideratas en phase avec le réel.

En bref, nous pensons que cette étude doit être comprise non pas comme un aboutissement mais plutôt comme un nouveau point de départ, une façon de nous renouveler en tenant en compte l'imaginaire collectif de nos membres et des réalités qu'ils endurent.

C'est aussi pourquoi nous pensons qu'une sorte d'enquête qualitative au long court permettra d'ouvrir de nouvelles perspectives et définira plus précisément un horizon souhaitable pour tous les parents d'élèves et autres acteur-ric-e-s de l'éducation. En somme, à partir des constats que nous avons effectués ici, et en impliquant nos membres (ainsi que leur entourage) dans cette réflexion autour de l'émancipation collective, nous entendons renouveler et améliorer notre pratique dans les années à venir, afin de gagner en puissance d'agir.

Parce qu'à la fin des fins, *il s'agit pour la FAPEO de favoriser les prises de conscience mais également la militance et la transmission comme des enjeux fondamentaux du droit à la libre association des parents*. En établissant les bases d'une réflexion profonde et nuancée sur la question, nous nous sommes par conséquent donné ici les moyens de définir un cap clair sur la mission d'accompagner l'émancipation collective des parents d'élèves à l'époque qui est la nôtre.

⁵² ELOI L., « Coopérer et se faire confiance », Edition Rue de l'échiquier, collection les incisives, 2024, page 66

Conclusion générale

Si nous avons pris la peine de rédiger cette étude quelque peu technique, c'est parce que nous tenons à nous adapter aux exigences et enjeux des années à venir. En décidant de créer des outils qui répondent le plus possible à notre questionnement, nous avons identifié cinq lignes de force en ce qui la concerne. En voici le détail :

1. En attendant que quelque chose se mette en place concernant la possibilité « *de développer des indicateurs permanents du bien-être des élèves au niveau de la Fédération Wallonie-Bruxelles et des indicateurs du climat scolaire, intégrés aux plans de pilotage, pour chaque école* »⁵³, cela nous permettra de déjà disposer d'une pratique qui offre la possibilité aux parents et élèves de mettre des mots sur leurs difficultés.
2. Nous inscrivons cette démarche en adéquation avec les recommandations formulées par la *Circulaire ministérielle relative au décret du 17 juillet 2003 relatif au soutien de l'action associative dans le champ de l'éducation permanente*, conformément au mandat qui nous a été octroyé⁵⁴.
3. Nous tenons à dynamiser notre action en l'ajustant aux besoins du moment sans tomber dans une logique de start-up sociale, telle que décrite par André Decamp⁵⁵. Ces outils seront donc le fruit d'un délicat équilibre entre la volonté de faire perdurer nos meilleurs pratiques (l'expérience acquise) et la nécessité de répondre aux besoins et conditions de la société actuelle (innovation), sans s'insérer dans une logique d'effet de mode.
4. Dans un cadre plus global, nous désirons rejoindre la tendance en cours qui tend à sortir de la logique de *commodité* (dont on a décrit les limites) pour tendre vers la re-création de plus de *commun*. C'est à ce titre, semble-t-il, que nous réussissons à atteindre nos objectifs d'émancipation collective sans dirigisme, managérialisme, présentisme ou traitantisme. C'est en ce sens également que nous attachons à faire de l'émancipation une montée en puissance du pouvoir d'agir du collectif.
5. Enfin, la génération de témoignages croisés dans le cadre de cette recherche participative a aussi pour but de laisser la porte ouverte à de nouvelles opportunités (laisser un espace aux disruptions ou bifurcations potentielles, selon la terminologie de Bernard Stiegler)⁵⁶ en générant un corpus de témoignages dans la logique des *œuvres à usage partagé (creative commons)*.

Conscients que la réussite d'une telle démarche n'est pas garantie, nous réalisons bien que la mise au point de celle-ci va demander de soigneusement doser l'équilibre entre *instructions* (contraintes) et *libre expression* (libertés) pour obtenir un résultat tout à la fois lisible, cohérent et pertinent. C'est en tout cas l'espoir que nous mettons dans cet élan qui nous semble en phase avec l'idée que nous nous faisons de l'émancipation collective dans le cadre de l'éducation permanente.

En somme, nous estimons, comme le disait si bien Jacques Brel, que « *la pire forme d'absurdité est d'accepter le monde tel qu'il est, et de ne pas lutter pour un monde tel qu'il devrait être* ».

⁵³ FAPEO, « *Mémoire 2024 : Ecole en stress, quelles solutions ?* », téléchargeable sur le site www.fapeo.be, 2024, page 21

⁵⁴ FWB, « *Circulaire ministérielle relative au décret du 17 juillet 2003 relatif au soutien de l'action associative dans le champ de l'éducation permanente* », Service Education Permanente de la Fédération Wallonie Bruxelles, site de la FWB, consulté le 20 février 2024

⁵⁵ DECAMP A., « *Éducation Populaire : Nouvel eldorado des start-up sociales* », Libre & Solidaire, 2022

⁵⁶ STIEGLER Bernard (Dir) pour le collectif INTERNATION, « *Bifurquer : Il n'y a pas d'alternative* », Les Liens qui Libèrent, 2020

Bibliographie

- ALINSKY S., « *Manuel de l'animateur social : Une action directe non violente* », Seuil, 1976.
- ANDERS G., « *L'Obsolescence de l'homme : Sur l'âme à l'époque de la deuxième révolution industrielle* », Editions de l'Encyclopédie des Nuisances, Ivrea, 2002.
- ARDOINO J., « *Propos actuels sur l'éducation* », L'Harmattan, collection Diagonale critique, 2004
- ARTE, « *Qui peut arrêter Vladimir Poutine ?* », 28 minutes, ARTE, mis en ligne le 19 février 2024 -
<https://www.youtube.com/watch?v=Fxhx09FCYjl>
- BATESON G., D. JACKSON D., HALEY J., WEAKLAND J., « *Toward a theory of schizophrenia* », Behavioral Science (Journal of the Society for General Systems Research), 1956.
- BAUWENS M., « *What do we mean when we say we are shifting from a capitalist 'commodity' economy, to a commons-based 'contributive' economy ?* », article disponible sur le site www.4thgenerationcivilization.substack.com, mis en ligne le 28 février 2024 -
<https://4thgenerationcivilization.substack.com/p/what-do-we-mean-when-we-say-we-are>
- BARNAUD C., D'AQUINO P., DARE W., MATHEVET R., « *Dispositifs participatifs et asymétriques de pouvoir : expliciter et interroger les positionnements* », Participations 2016/3 (N° 16), De Boeck Supérieur, 2016, pages 137 à 166.
- CAL (Centre d'Action Laïque), « *L'éducation permanente en Belgique: un bref historique* », site du CAL : www.laicite.be, consulté le 1er mars 2024.
<https://www.laicite.be/laction-laique/education-permanente/leducation-permanente-en-belgique-un-bref-historique/>
- CAVANAGH J. et MANDER J., « *Alternatives à la globalisation économique : Un monde meilleur est possible* », Editions Ecosociété, 2002.
- CHAPELLE G. et SERVIGNE P., « *L'entraide : L'autre loi de la jungle* », Les Liens qui Libèrent, 2017.
- CLOUSCARD M., « *Le capitalisme de la séduction* », Delga, 2009.
- CLOUSCARD M., « *Le frivole et le sérieux* », Delga, 2010.
- CYRULNIK B., « *Quarante voleurs en carence affective : Bagarres animales et guerres humaines.* », Odile Jacob, 2023.
- DEBORD G., « *La Société du Spectacle* », collection Folio, Gallimard, 1996.
- DECAMP A., « *Éducation Populaire : Nouvel eldorado des start-up sociales* », Libre & Solidaire, 2022.
- DOUROUX P. et DUFOURMANTELLE A., « *La perversion du langage empêche de sortir de la colère sociale* », site du journal Libération, mis en ligne le 15 mai 2017 -
https://www.liberation.fr/debats/2017/05/15/anne-dufourmantelle-la-perversion-du-langage-empeche-de-sortir-de-la-colere-sociale_1569669/
- DUFOURMANTELLE A., « *La fin du sublime ?* », Chronique « *Philosophiques* », site du journal Libération, mis en ligne le 9 juin 2013 -
https://www.liberation.fr/chroniques/2016/06/09/la-fin-du-sublime_1458435/
- ELOI L., « *Coopérer et se faire confiance* », Edition Rue de l'échiquier, collection les incisives, 2024.
- FALL I., « *Le traitantisme ou l'art de soigner les symptômes* », site personnel du Docteur Ibrahim Fall, 15 novembre 2022,
<https://ibrahimafall.com/index.php/2022/11/15/le-traitantisme-ou-lart-de-soigner-les-symptomes/>

- FAPEO et UFAPEC, « *Démocratie scolaire, la représentation collective des parents au conseil de participation* », téléchargeable sur le site www.fapeo.be, 2019
<https://www.fapeo.be/wp-content/uploads/2019/10/Brochure-CoPa1.pdf>
- FAPEO, « *Mémorandum 2024 : Ecole en stress, quelles solutions ?* », téléchargeable sur le site www.fapeo.be, 2024 -
https://www.fapeo.be/wp-content/uploads/2024/02/memorandum_2024_FAPEO_web-002.pdf
- FAPEO, « *Clés pour avancer* », divers outils et clés téléchargeables sur le site www.fapeo.be, mise à jour régulière, consulté en date du 19 février 2024 -
<https://www.fapeo.be/cles-pour-avancer/>
- FAVIA L., « *Tiana Castelneau : Certaines pratiques d'intelligence collective...* », publication sur son fil LinkedIn, mars 2024,
<https://www.linkedin.com/feed/update/urn:li:activity:7172471655263416320?updateEntityUrn=urn%3AIn%3AfeedUpdate%3A%28V2%2Curn%3AIn%3Aactivity%3A7172471655263416320%29>
- FOCCROULLE B., « *Déployer les droits culturels et les dimensions culturelles des droits humains* », site de l'auteur : www.bernardfocroulle.com, mis en ligne le 1er novembre 2019
<https://www.bernardfocroulle.com/2019/11/01/tribune-libre-un-immense-desir-de-democratie/>
- FWB, « *Circulaire ministérielle relative au décret du 17 juillet 2003 relatif au soutien de l'action associative dans le champ de l'éducation permanente* », Service Education Permanente de la Fédération Wallonie Bruxelles, site de la FWB, consulté le 20 février 2024,
http://www.educationpermanente.cfwb.be/index.php?eID=tx_nawsecuredl&u=0&g=0&hash=07fea3fb4f2bf276d7ef35f36b0e4f6d344875c7&file=fileadmin/sites/edup/upload/edup_super_editor/edup_editor/documents/Judith/Circulaire_ministerielle_relative_au_decret_du_17_juillet_2003_relatif_au_soutien_de_l_action_associative_dans_le_champ_de_l_education_permanente.pdf
- GALICHET F., « *L'émancipation : Se libérer des dominations* », Chronique Sociale, 2014.
- GIRARD R., « *Le bouc émissaire* », Livre de Poche, collection Biblio Essais, 2015.
- GORI R., « *La Folie normative de nos sociétés de contrôle : Tout le monde est fou !?* », conférence dans le cadre des Rencontres Michel Foucault 2022 (vidéo), chaîne YT LE TAP, mise en ligne le 8 novembre 2022 -
<https://www.youtube.com/watch?v=RDFNF584PXw>
- GUAINO H., « *Folies diplomatiques et faiblesse politique : l'effondrement de notre société* », vidéo de la chaîne YT du média indépendant Elucid, mise en ligne le 4 mai 2024,
<https://www.youtube.com/watch?v=iKxO3pzJrLQ>
- HERVIEU-LEGER B., « *Le sens de l'émancipation* », Revue Projet 2021/6, Edition CERAS, 2021, pages 91 à 93.
- INSTITUT D'ECO-PEDAGOGIE, « *L'émancipation individuelle et collective : quelle signification lui donner en formation d'adultes dans le secteur de l'éducation relative à l'environnement?* » in « *Analyses* », Productions de l'Institut d'Eco-pédagogie (IEP), décembre 2018 -
<https://ecotopie.be/publication/emancipation-individuelle-et-collective/>
- MUCCHIELLI L., « *Le RIC ne sauvera pas notre démocratie, la participation locale si* », version en ligne et en français du magazine Slate sur www.slate.fr, mis en ligne le 10 janvier 2019 -
<https://www.slate.fr/story/172107/democratie-directe-representative-participative-politique-nationale-locale-referendum-ric>

- KEMPF H., « *Jean-Marc Jancovici, polytechnicien réactionnaire* », site du journal Reporterre : www.reporterre.net, publié le 27 mai 2021 -
<https://reporterre.net/Jean-Marc-Jancovici-polytechnicien-reactionnaire>
- KOZLOWSKI G., « *Émancipation individuelle et émancipation collective...* », Collectif Formation Société, 2010 -
<https://ep.cfsasbl.be/Emancipation-individuelle-et-collective>
- LAGRAVENESE R. d'après GRUWELL E., « *The Freedom Writers Diary* », Paramount Pictures, 2007.
- LATTEUR N., « *Education populaire et émancipation* », Action et Recherche Culturelles, septembre 2021, pages 59 à 64 -
<https://www.arc-culture.be/wp-content/uploads/2021/09/education-populaire-et-emanicipation.pdf>
- LEPAGE F., « *Incultures: Tome 1, L'éducation populaire, Monsieur, ils n'en ont pas voulu...* », Cerisier, 2007.
- LEPAGE F., « *L'école fabrique des travailleurs adaptables et non des esprits critiques* », entretien publié par le site de la revue Ballast, mis en ligne le 22 juin 2015,
<https://www.revue-ballast.fr/franck-lepage/>
- MAUREL C. « *Un immense besoin d'éducation populaire* », site du journal Le Monde, pages débats, mis en ligne le 2 février 2011 -
https://www.lemonde.fr/idees/article/2011/02/02/un-immense-besoin-d-education-populaire_1473891_3232.html
- MIGNEROT V., commentaire à « *Afin de m'assurer de ne pas avoir mal interprété...* », publication sur son fil LinkedIn, mars 2024,
https://www.linkedin.com/posts/vincentmignerot_live-post-publication-climat-les-riches-activity-7171211266940628995-pXBr?utm_source=share&utm_medium=member_android
- MUMFORD L., « *Techniques autoritaires et démocratiques* », texte imprimable publié sur le site de Un peu d'air frais : www.unpeudairfrais.org, mis en ligne le 3 décembre 2018 -
<https://unpeudairfrais.org/lewis-mumford-techniques-autoritaires-et-democratiques/>
- NAMIAN D., « *La société de la provocation : Essai sur l'obscénité des riches* », collection Lettres Libres, Lux Editeur, 2023.
- NIKOLSKI V., « *Féminicène* », Fayard, 2023.
- ONU (Organisation des Nations Unies), « *Déclaration Universelle des Droits de l'Homme* », site de l'ONU en français : www.un.org/fr, consulté le 19 février 2024.
<https://www.un.org/fr/universal-declaration-human-rights/>
- PAQUOT T., « *La convivialité selon Ivan Illich* », publié sur le site www.topophile.net, mis en ligne le 17 mars 2022 -
<https://topophile.net/savoir/la-convivialite-selon-ivan-illich/>
- PATINAUD B., « *Caritatif : à quoi jouent les gamers ?* », chaîne YT du journal L'humanité, mis en ligne le 10 mars 2024 -
<https://www.youtube.com/watch?v=dzu-PMNEvPc>
- PINCON-CHARLOT M et PINCON M, « *Les prédateurs au pouvoir. Main basse sur notre avenir* », collection Essais et Documents, Textuel, 2017.
- POINTCULTURE, « *L'Éducation permanente : s'associer librement pour (re)construire une société démocratique* », site de PointCulture, septembre 2020 -
<https://www.pointculture.be/magazine/articles/focus/leducation-permanente-sassocier-librement-pour-reconstruire-une-societe-democratique/#>
- RANCIERE J., « *Penser l'émancipation : dialogue avec Aliocha Wald Lasowski* », collection Mikros Essai, Editions de l'Aube, 2022.

- RTBF, « *La bataille des marolles* », Faits Divers, RTBF et Sonuma, 1968, publié le 12 novembre 1969 et consulté sur le site de rediffusion Auvio de la RTBF le 14 mars 2024 - <https://auvio.rtf.be/media/faits-divers-1968-faits-divers-1968-2653593>
- SABATIER P., « *La contradiction est perçue de nos jours comme un acte de désamour...* », publication sur son fil LinkedIn, juillet 2023, https://www.linkedin.com/feed/update/urn:li:activity:7086955261659107328?updateEntityUrn=urn%3Ali%3Afs_feedUpdate%3A%28V2%2Curn%3Ali%3Aactivity%3A7086955261659107328%29
- SABATIER P. et DELAMARCHE O., « *Quand est-ce que l'on touche le fond ?* », entretien sur la chaîne YT du média indépendant Thinkerview : www.thinkerview.com, mise en ligne le 11 juillet 2024 - <https://www.youtube.com/watch?v=q-rVcT0tpj0>
- STIEGLER Barbara, « *Le ressentiment : pulsion populaire ou structure de notre grammaire ?* », conférence dans le cadre des 55e Rencontres internationales de Genève (vidéo), chaîne YT Rencontres International, mise en ligne le 29 septembre 2023 - <https://www.youtube.com/watch?app=desktop&v=HdVgVoDUd4>
- STIEGLER Bernard (Dir) pour le collectif INTERNATION, « *Bifurquer : Il n'y a pas d'alternative* », Les Liens qui Libèrent, 2020.
- STIEGLER Bernard, « *L'industrie des datas menace l'espérance de survie de l'humanité* », vidéo de la chaîne YT du Théâtre du Rond-Point, mise en ligne le 15 juin 2017, <https://www.youtube.com/watch?v=iwDIUkNVak>
- TERRAIL J.-P., « *De l'existence d'une crise éducative, et de ses modalités* », site du GRDS, mis en ligne le 10 mars 2020, <https://www.democratisation-scolaire.fr/spip.php?article315>
- TODD E., « *La défaite de l'Occident* », Gallimard, 2024.
- WIKIPEDIA, « *Lewis Mumford* », sur www.wikipedia.com, consulté le 29 février 2024 - https://fr.wikipedia.org/wiki/Lewis_Mumford

Remerciements

Nous tenons à remercier particulièrement Michel Bauwens (informaticien et cyberphilosophe spécialiste des communs), Tiana Castelneau (facilitatrice), André Decamp (chercheur en sciences sociales), Lorenzo Favia (facilitateur impliqué dans la question des communs) et Guillermo Kozlowski (philosophe et membre du pôle animation-formation-recherche du Collectif Formation Société) qui nous ont permis d'introduire de la réflexivité dans notre démarche.

Copyright © 2024 FAPEO, Tous droits réservés.

Fédération des Parents et des Associations de Parents de l'Enseignement Officiel – ASBL

Rue de Bourgogne 48, 1190 Bruxelles

Tel. : 02 527 25 75 E-mail : secretariat@fapeo.be

N° d'entreprise : 0 409 564 781 – RMP Bruxelles

IBAN : BE48 2100 2838 9427 – BIC : GEBABEBB

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles

FAPEO

Fédération des Parents et des Associations
de Parents de l'Enseignement Officiel

 **Culture**

 **FÉDÉRATION**
WALLONIE-BRUXELLES